

Le retour du fascisme

Il y a 100 ans, naissaient les Faisceaux italiens de combat. Leur mouvement et leur idéologie allaient précipiter le monde dans le conflit le plus sanglant de son histoire. Entre monuments aux morts et politiciens aux discours bien vivants, qu'en reste-t-il?

Texte:
Gauthier
De Bock

Je suis historienne, pas Madame Soleil” nous prévient la Pr Anne Morelli, en marge de l’interview qu’elle nous accorde. Dommage, on aurait aimé que quelqu’un nous rassure face au “Vivons-nous, à nouveau, dans les années 30?” relayé à tour de bras par la presse française, au “*J’entends le bruit des bottes dans les travées du Parlement*” d’une femme politique belge ou au “monde en décomposition” de l’écrivain Amin Maalouf, dont le dernier essai s’intitule *Le naufrage des civilisations*. Nous voilà prêts à enfilier un gilet de sauvetage. Las, nos experts et sommités intellectuelles ne sont pas des “Madame Soleil”. Nous ne savons pas où vont nos années 20.

“Il y a un contexte social semblable”, constate Pierre de Senarclens, politologue, ancien professeur de relations internationales à l’Université de Genève. “Le monde d’il y a 100 ans était également anxio-gène. Mais, même si tout est relatif à une époque, objectivement, 1919 est bien plus inquiétant, →

→ violent et dramatique.” Si l’année 2019 montre une crise sociale due à la crise financière de 2008, à un questionnement sur les effets de la mondialisation et sur la répartition des richesses, la population - gilets jaunes compris - vit infiniment mieux qu’il y a un siècle. L’historien néerlandais Rutger Bregman le montrait dans son récent ouvrage *Utopies réalistes*. Il rappelait que dans son pays - un exemple représentatif de l’Union européenne - quelqu’un qui bénéficie actuellement de l’aide sociale dispose, en valeur constante, de plus d’argent qu’un Néerlandais moyen en 1950.

Au complot juif d’hier a succédé celui de notre “Grand Remplacement” par les musulmans.

Trump, 100 ans avant

Un pactole par rapport à l’Italie de 1919 qui, de plus, ne tient pas compte de deux éléments cruciaux pour le bien-être social. À la fin de la Première Guerre mondiale, la pauvreté était endémique dans la péninsule. Des ouvrages comme *Le Christ s’est arrêté à Eboli* de Carlo Levi montrent des villages entiers désertés par les hommes, partis tenter leur chance aux États-Unis. Les autres, ceux qui sont restés au pays, sont pour beaucoup enrôlés dans l’armée pour se battre dans une guerre dont ils ne comprennent pas les enjeux.

“Si, actuellement, le contexte est commun, bien que moins dramatique qu’en Italie, la réponse est la même: le nationalisme.” Le Pr de Senarclens émet une comparaison qui lui est suggérée par l’angle original de ses travaux: l’approche psychanalytique de la politique. “Trump et son *“Make America great again”* a répondu à une humiliation. Celle des hommes blancs déclassés de la Rust Belt, l’ancien bassin industriel des États-Unis. “*Make America great again*” instillera dans la population blanche humiliée l’idée qu’elle appartient à une “grande nation”. Il les consolera, de cette manière, de l’humiliation. Mussolini a utilisé, pour la première fois, ce même processus. Il s’est servi dans le passé de l’Italie et des pratiques de l’Empire romain pour conférer à ses concitoyens la fierté d’appartenir

à un noble peuple au glorieux passé. Le signe le plus connu et le plus symbolique est l’adoption du salut romain. De cette façon, il les a consolés de l’humiliation d’avoir gagné la Première Guerre mondiale sans en obtenir ni colonies, ni nouveaux territoires italiens, il les a consolés d’être pauvres. Et il a désigné ceux qui empêchaient de faire vivre la “Grande Italie”: ses anciens amis, les socialistes. Et ça a marché.”

Le politologue suisse pointe un autre parallélisme, plus européen. Cette technique d’une “consolation nationaliste” a été ou est utilisée dans de nombreux pays: la Hongrie, la Roumanie, la Pologne, une partie de la Belgique, sans doute... La Grande-Bretagne également, qui s’est lancée, à l’initiative de politiciens

inconséquents - car ayant déserté l'arène politique une fois le résultat obtenu - dans un Brexit nationaliste qui exprimait un "Nous sommes mieux que l'Union européenne". *"Pour les consoler de quoi? Mystère? D'une humiliation à venir, d'un déclassement de la classe moyenne causé par une économie ultralibérale? Peut-être."*

Migration, colonies et antisémitisme

Selon Anne Morelli, la migration constitue, elle, une inquiétude pour le monde du travail. *"Faire venir des Syriens, des Vietnamiens, des Chinois en Europe constitue une aubaine pour le patronat."* Mais une crainte pour beaucoup de salariés tourmentés tant par leur avenir que celui de leur(s) enfant(s). Comment, en effet, ne pas comprendre que dans un monde de gilets jaunes payés au salaire minimum pour un travail qui nécessite parfois de coûteux déplacements, l'arrivée d'une main-d'œuvre prête à travailler pour un "prix cassé" est source d'appréhensions?

D'autant qu'avec le nationalisme ambiant, il est vrai magnifié par le terrorisme islamiste, le migrant est pour certains un repoussoir par rapport à leur propre condition de nationaux. *"Il est indéniable que l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en Italie a été favorisée par la crise migratoire"*, nous confiera, au bord du lac de Garde, Bruno, un historien italien issu des milieux antifascistes. En cinq ans, environ 750.000 personnes ont débarqué sur les côtes italiennes. *"Même si je sais qu'il n'y a pas plus de délinquants parmi les migrants que dans la population italienne, lorsque l'un d'eux vole, agresse ou se comporte mal, c'est monté en épingle. Et ça peut créer des incidents racistes. Ou ça nourrit en militants des formations néonazies comme Casa-Pound."* Toutefois, le racisme ne semble pas actuellement une caractéristique forte italienne. Il ne faut pas oublier que l'Europe a laissé se dépêtrer l'Italie face à l'afflux de réfugiés de tout ordre, pendant presque vingt ans. Ceci considéré, malgré quelques incidents xénophobes survenus ces derniers mois, on ne peut donc pas dire de l'Italie qu'elle est raciste.

Elle ne l'était pas non plus il y a 100 ans. Enfin, pas tout à fait. Le fascisme des débuts ne comporte pas de théorie raciste ou antisémite. Du reste, la maîtresse et conseillère politique de Mussolini jusqu'en 1934, Margherita Sarfatti, est juive. Anne Morelli précise. *"Si Mussolini devient tardivement antisémite, ce qu'il n'est pas dans sa jeunesse socialiste, il a par contre rapidement embrassé le racisme face aux peuples "inférieurs" d'Afrique qu'il va aller coloniser, notamment en 1935 en Éthiopie."* Enfin, remarquons que, même si 96 tombes juives ont été profanées ces dernières semaines, même si l'image de Simone Veil a été taguée d'une croix gammée, même si l'on a signalé des propos de haine envers les juifs lors de cortèges de gilets jaunes, l'antisémitisme n'a heureusement pas la même ampleur en Europe qu'il y a 100 ans.

En 1919, Céline passait son bac. Il écrira *Bagatelle pour un massacre*, un livre qu'il décrira, crânement, comme "épouvantablement antisémite". À l'époque, c'était un motif de fierté. L'antisémitisme, c'était une norme. Les racines de la Shoah

plongent dans un phénomène qui a refait son apparition il y a une vingtaine d'années: le → **complot.** *Les protocoles des sages de Sion*, ce faux réalisé en 1901 qui décrit un soi-disant plan de conquête du monde par les juifs et les francs-maçons, a nourri l'idéologie hitlérienne. Les attentats du 11 septembre ont fait l'objet du même genre de fantasme: ils seraient la conséquence d'un complot monté par des puissances financières américaines pour justifier une guerre qui permettrait de juteux profits. Le "Grand Remplacement", apparu en 2011, est une théorie du complot d'extrême droite selon laquelle il y aurait un processus de substitution de la population européenne par celle originaire d'Afrique noire et d'Afrique du Nord par intérêt économique. Ce processus serait soutenu par l'élite politique, intellectuelle et médiatique qui en tirerait les profits.

Le rejet des élites

Il est plus que probable que ce complotisme a créé une très forte méfiance au sein d'une partie de la population envers ses élites. Même si, par ailleurs, les comportements dysfonctionnels ou délictueux particulièrement d'une minorité de la sphère politique ont ajouté - à juste titre - une forme de scepticisme quant à l'action de nos représentants. Même s'il s'agit d'une minorité, le résultat est là. La méfiance envers les médias, les hommes et femmes politiques est réelle. Journalistes molestés lors de manifestations de gilets jaunes, Macron associé à un suppôt de la Banque Rothschild en sont les signes les plus évidents.

Une méfiance qui s'étend maintenant à l'écologie, dernier clivage de nos sociétés européennes. L'écologie serait portée par des intellectuels bobos ayant des liens avec des industries vertes. Alors à qui donc faire confiance? Cette question de fond embrasse une grande partie du spectre politique: de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par les écologistes et les citoyens qui ne se reconnaissent dans aucun parti. On notera ainsi une évolution pointée par de nombreux politologues: le rejet par les jeunes de la démocratie parlementaire. Tout ceci compose un cocktail d'inquiétudes dont le goût amer déclenche une seule conclusion: il faut un changement. Les dernières communales ont montré à Bruxelles une direction. Plus aucun conseiller d'extrême droite n'a été élu et Écolo a fait un carton plein. Mais les sondages pour les prochaines élections européennes augurent une victoire écrasante pour Marine Le Pen en France, Salvini en Italie et la droite radicale en Europe de l'Est. *"Il est clair qu'il y a une forte aspiration au changement, constate Anne Morelli. Mais de quel côté le monde va basculer, je serais incapable de vous le dire. Je suis historienne, pas Madame Soleil."* ✱

Anne Morelli

“Le fascisme, c’est ne pas rendre le pouvoir”

Où sont les extrémistes dangereux? Parmi les gilets jaunes ou dans la répression policière qu’on leur oppose? - Interview: Gauthier De Bock -

Anne Morelli
Historienne

Anne Morelli est historienne, professeur émérite à l’ULB et spécialiste de la propagande de guerre. Déclarée à l’extrême gauche, elle est aussi issue d’une famille opposée à Mussolini qui a dû fuir l’Italie. Enfin, sa thèse de doctorat consacrée au fascisme et à l’antifascisme fait d’elle une interlocutrice particulièrement qualifiée pour évoquer les temps présents.

Constatez-vous, dans nos sociétés actuelles, des phénomènes qui ressortiraient du fascisme?

ANNE MORELLI - On parle de l’antisémitisme ou des comportements d’extrême droite portés par les gilets jaunes. Je ne suis pas du tout d’accord. C’est un mouvement de rébellion populaire, mal organisé, sans colonne vertébrale politique, mais ce n’est pas du fascisme. Même si sa “violence” peut y faire penser. Il faut voir par quoi est → motivée cette violence. Des gens qui gagnent 1.100 euros par mois et dont les frais de déplacement passent soudainement à 380 euros ont de bonnes raisons d’être violents.

Des dirigeants actuels auraient-ils, eux, des attitudes “fascistes”?

La répression policière, comme celle vis-à-vis des

gilets jaunes français, peut entretenir des parentés avec le fascisme. On peut se demander au vu de certaines images si elle n’est pas utilisée à des fins “politiques”, dans le but d’empêcher les gens de manifester et de s’exprimer. Ça me laisse perplexe lorsqu’on crie au fascisme. Il y a des points communs. Mais pour moi, la caractéristique fondamentale d’un fascisme est la question suivante: cet homme, ce groupe à la tête d’un pays, est-il prêt à rendre le pouvoir...

Donc certains leaders qualifiés ces dernières années de “fascistes” l’auraient été de manière fort légère...

Je suis peut-être naïve, mais je crois que Trump rendrait le pouvoir si d’aventure un démocrate gagnait les prochaines élections, que le Hongrois Viktor Orbán le ferait également. Le président polonais Kaczynski, un autre homme traité de “fasciste”, l’a déjà rendu. Rendre ou ne pas rendre le pouvoir, c’est un critère important qui qualifie quelqu’un comme fasciste ou non. Maintenant, ce qui m’alerte, c’est que les régimes dont je viens de parler obtiennent la majorité. Ils sont élus démocratiquement. Et c’est un vrai problème quand les gens aiment ce genre de régime, veulent la censure, réclament une “forte poigné”.

La gauche italienne s’est rangée derrière Mussolini - lui-même ex-socialiste. Les gilets jaunes témoignent de sympathie pour les Insoumis autant que pour le Rassemblement National. L’extrême droite et l’extrême gauche, c’est la même chose?

L’un et l’autre s’adressent au même public. Si en Belgique francophone, jusqu’à présent, il n’y a pas, dans la région de Liège ou de Charleroi, un fort mouvement d’extrême droite, c’est parce que l’extrême gauche y a percé. Mais la colère des gens peut les faire passer de l’un à l’autre. Ça dépend un peu de ce qu’il y a comme “offre politique”, comme personnage, sur le terrain.

Est-ce que l’on passe de l’extrême gauche humaniste, “universaliste”, à l’extrême droite “individualiste” à partir d’un certain degré de souffrance ou d’humiliation?

En ce moment, si vous regardez les programmes de l’extrême gauche, vous remarquerez qu’on parle peu et moins qu’autrefois des étrangers, de l’immigration, des migrants... Parce que c’est un thème qui est impopulaire auprès de l’électorat visé. Et à juste titre, parce qu’une concurrence est organisée. J’ai toujours trouvé que “frontières ouvertes”, c’était le slogan parfait pour le patronat. L’Allemagne s’est réjouie de l’arrivée de milliers de Syriens qu’elle pouvait payer avec des salaires très bas. La différence entre le programme “social” de l’extrême droite et de l’extrême gauche est symbolisée par Mussolini. Parce que celui-ci va peu à peu mais très rapidement prendre des mesures qui vont favoriser le capital, l’Église, les possédants. L’extrême droite est peut-être “sociale” au départ, mais capitaliste ou ultralibérale à l’arrivée. Il n’y a bientôt plus de limite au libéralisme puisqu’il n’y a bientôt plus de syndicats ou de grèves...

La lecture de la société suivant le prisme “fascisme/antifascisme” n’est pas, selon vous, sans écueil...

Si le fascisme c’est automatiquement la censure - et ce l’est dans tous les cas -, quelqu’un qui se revendique de “l’antifascisme” peut difficilement appliquer les mêmes méthodes. Quand on est “antifasciste”, on est pour la liberté d’expression. Or, ce que je vois aujourd’hui, c’est qu’il y a des gens qui se revendiquent comme “antifascistes” et qui vont détruire les livres qui ne leur plaisent pas, comme ça a été le cas dernièrement à la Foire du livre de Bruxelles. Quand on n’est pas d’accord, on argumente, on ne détruit pas.

Et quand Theo Francken, empêché de parler à Verviers, est affublé du qualificatif "nazi"?

C'est une très mauvaise idée, je suis persuadée que cela a servi sa cause. Il fera une conférence ailleurs à laquelle un public encore plus nombreux assistera parce que, justement, "on l'a empêché de parler". Je défends la liberté d'expression. Il faut réfuter, argu-

menter, en aucun cas interdire. Même si c'est difficile voire dangereux. Peut-être que si l'on avait empêché Hitler de s'exprimer dans les brasseries munichoises, on n'aurait pas eu la Shoah. Laisser s'exprimer un discours haineux comporte un risque. Mais ça, c'est le risque de la démocratie... ✱

Le vrai problème, c'est quand la population plébiscite dans les urnes la censure et réclame un pouvoir fort.

Le fascisme: 100 ans d'actualité

1919 Benito Mussolini crée un mouvement dont le manifeste établit un programme à vocation sociale: la journée de 8 h, la retraite à 55 ans, un salaire minimum et plus de terres pour les paysans. Et prône l'élimination, violente s'il le faut, de toute opposition, socialiste et pacifiste en particulier. Trois années plus tard, il obtient le pouvoir par la force. Les mesures deviennent bientôt beaucoup plus favorables aux nantis. La presse libre, les syndicats, la grève, les partis politiques sont interdits.

1933 Hitler obtient le pouvoir en Allemagne et applique un programme inspiré de Mussolini en y adjoignant une dimension radicalement antisémite et anticommuniste.

1948 Les Nations unies, horrifiées par les destructions et les massacres commis durant la Seconde Guerre mondiale déclenchée par l'axe Berlin-Rome-Tokyo, adoptent la Déclaration universelle des droits de l'homme.

1950 - 1970 De nombreux pays d'Amérique du Sud connaissent des dictatures d'extrême droite, supportées par les États-Unis et encadrées souvent par d'anciens cadres nazis.

1970 et suivantes En réaction à la génération précédente accusée d'avoir participé aux régimes nazi et fasciste, des groupes terroristes marxistes se forment. La Fraction armée rouge, les Brigades rouges, Action directe commettent des attentats en Allemagne, en Italie, en France. Les Cellules communistes combattantes verront le jour un peu plus tard en Belgique.

1980 En réaction aux attentats commis par l'extrême gauche, des organismes d'extrême droite financés par les États-Unis durant la guerre froide et composés entre autres d'anciens membres des forces nazies et fascistes "se réveillent". Et commettent à leur tour des attentats dans le but de voir émerger un pouvoir "fort". Les "Tueries du Brabant" pourraient en être.

2000 Des voix venues de la "nouvelle droite" s'élèvent pour dénoncer les excès du "droit-de-l'homme", qui permettrait l'ingérence humanitaire et imposerait un ordre moral universaliste.

2010 L'Europe voit croître les partis d'extrême droite et les partis populistes.

2019 Jair Bolsonaro, un ancien militaire homophobe et raciste, est élu président du Brésil. Son slogan "Le Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous" serait une référence au "Deutschland über alles", l'hymne nazi.